

gouvernement a-t-il l'intention de continuer à faire les paiements prévus dans les traités, ou seront-ils l'objet de négociations?

[Français]

L'hon. M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, nous n'avons pas l'intention, à ce moment-ci, de discontinuer les paiements que nous versons présentement aux Indiens, en vertu des traités.

[Traduction]

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Les attributions du commissaire seront-ils discutés en détail avec les Indiens avant sa nomination et son entrée en fonctions?

[Français]

L'hon. M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, à propos des Indiens et de leurs réclamations, nous en avons discuté avec eux pendant un an. Toutefois, la décision ultime revient toujours au gouvernement, qui doit prendre la responsabilité de la décision.

M. l'Orateur: L'honorable député de Témiscamingue désire-t-il poser une question supplémentaire?

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Oui, monsieur l'Orateur.

INSTANCES DES IROQUOIS DE CAUGHNAWAGA —REPRÉSENTATION AU SEIN DE LA COMMISSION

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre.

Pourrait-il d'abord nous dire—il s'agit de deux questions—si les Iroquois de la réserve de Caughnawaga ont fait des instances afin d'être affiliés au gouvernement fédéral ou au gouvernement provincial?

Deuxièmement, est-ce que ces Indiens de Caughnawaga ont fait des instances afin d'être représentés au sein de la Commission, dans le but de faire des réclamations ou de transiger avec le gouvernement fédéral? Enfin,—et c'est capital—veulent-ils dépendre de l'autorité provinciale plutôt que de l'autorité fédérale?

L'hon. M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, nous avons l'intention de discuter avec tous les Indiens, dans toutes les provinces, y compris la province de Québec. Lorsque nous irons dans la province de Québec pour négocier, nous rencontrerons les dirigeants de la Fraternité des Indiens du Québec et ceux du gouvernement provincial.

[M. Korchinski.]

[Traduction]

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS AU SUJET DU MANDAT DU COMMISSAIRE—LES DROITS DES INDIENS DE LA RÉSERVE ST-RÉGIS

L'hon. Robert L. Stanfield: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Si le ministre n'est pas disposé à nous donner une idée du mandat de la Commission, pourrait-il nous donner une idée des fonctions et de la tâche dont doit s'acquitter le commissaire?

[Français]

L'hon. M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, si l'honorable chef de l'opposition avait pris le temps de lire la déclaration du gouvernement, relativement à sa politique en matière d'affaires indiennes, il y aurait puisé des renseignements très utiles.

[Traduction]

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Au sujet de la politique gouvernementale concernant les affaires indiennes, le ministre peut-il nous donner l'assurance qu'on ne fera rien pour restreindre les droits et privilèges dont jouissent actuellement les Indiens qui résident dans la partie canadienne de la réserve de Saint-Régis et qui travaillent dans des usines aux États-Unis?

[Français]

L'hon. M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, la question des douanes et du libre passage des Indiens à la frontière relève de mon collègue, le ministre du Revenu national, et, à mon avis, la question devrait lui être adressée.

[Traduction]

L'hon. M. Dinsdale: Une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur, pour obtenir des précisions sur la situation d'une réserve qui chevauche la frontière internationale. Le ministre pourrait-il faire une déclaration à l'appel des motions ou inciter son collègue le ministre du Revenu national à en faire une, afin d'éclaircir cette question?

[Français]

L'hon. M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, ce problème relève du ministre du Revenu national et je lui ferai part des instances de l'honorable député.

[Traduction]

LES RECHERCHES

LA CESSATION DU DÉVELOPPEMENT D'ARMES CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Elle est motivée par le rapport sur les armes chimiques et biologiques, préparé par un certain comité des 14 à la